

français n'étaient pas représentés dans le ministère, la faute en était uniquement à leurs chefs qui avaient été priés d'y entrer par le premier ministre.

Il ne faut pas laisser se propager cette légende qui veut innocenter sir Robert Borden alors que nous le tenons pour seul responsable de l'isolement de la province de Québec. C'est lui qui a voulu cet isolement et qui l'a poursuivi systématiquement.

Aux élections de 1911, sir Robert Borden ne pouvait obtenir la majorité que s'il parvenait à diviser la province de Québec; c'est ce qu'il réalisa en s'assurant la collaboration de M. Bourassa et en subventionnant les pseudo-nationalistes.

En 1917, sir Robert Borden n'avait aucun espoir de répéter avec succès son double jeu de 1911. Il était clair que notre province allait chasser les conservateurs nationalistes qui l'avaient odieusement dupé.

Le chef conservateur ne pouvait non plus compter sur le même suffrage dans les autres provinces, car son ministère avait souffert dans l'opinion publique par l'éclosion de nombreux scandales qui avaient amené la démission de sir Sam Hughes et de Robert Rogers. L'Ouest faisait aussi bloc contre celui qui avait sacrifié ses intérêts sur la question de la réciprocité.

Sir Robert Borden revenait d'Europe en mai 1917 rempli de sombres pressentiments. Il savait que l'opposition ne lui accorderait pas une seconde prolongation de vie parlementaire et que ses jours étaient comptés. Il n'avait pas jusque-là songé à réunir toutes les forces vives de la nation pour mieux participer à la guerre. Il voulait gouverner par et pour son parti qui pensait d'abord à sa fortune et ensuite à la guerre. Cet état d'esprit se fit clairement jour lorsqu'un journal de Toronto suggéra en 1915 la formation d'un gouvernement d'union. Cette idée fut accueillie par un grand éclat de rire de toute la presse tory. Ce fut là l'état d'âme du parti et de son chef jusqu'au moment où le pouvoir parut leur échapper, après trois années de guerre.

Quelle est alors la situation militaire? Le Canada a déjà mis sur pied, 400,000 soldats. Les Etats-Unis viennent d'entrer en lice et ils ont ouvert aux Alliés un immense réservoir d'hommes. Leur richesse est pléthorique; elle s'est accrue formidablement pendant la guerre. Ils ont déjà 100,000 hommes sous les armes; ils peuvent, plus vite que nous, en appeler d'autres, et en aussi grand nombre qu'ils voudront. Pour égaliser notre effort, les Américains devront lever une armée de 5,000,000 d'hommes. Nous sommes désormais des alliés. La ligne frontière n'existe pas. Notre cause est commune. Ce sont les mêmes bateaux—la plupart anglais—qui transporteront les soldats américains comme les soldats canadiens.

Le Canada, qui n'a pas eu recours jusque-là au service obligatoire à moins de raison que jamais d'y faire appel.

C'est dans ces conditions que sir Robert Borden rentre au pays. Des élections sont imminentes. Quelle tactique nouvelle va-t-il employer pour se maintenir au pouvoir. Il nous dit qu'il veut créer l'union dans le pays pour aider les Alliés à gagner la guerre, mais avant de prier sir Wilfrid Laurier de se joindre à lui, il entre à la Chambre et il annonce qu'il va déposer un projet de loi de conscription pour enrôler 100,000 nouvelles recrues. Il va ensuite frapper à la porte du chef de l'opposition, sir Robert Borden savait parfaitement que la condition préalable qu'il venait de poser appellerait fatalement une réponse négative de sir Wilfrid Laurier dont il

L'hon. M. DANDURAND.

connaissait l'opinion publiquement exprimée aux Communes, laquelle reflétait le sentiment de la province de Québec unanimement adverse à la conscription. Sa tactique évidente était de placer ses adversaires dans ce dilemme ou cette impasse: ou sir Wilfrid Laurier accepterait d'entrer dans son ministère chose plus qu'improbable—et sir Robert Borden s'assurerait une réélection facile, ou sir Wilfrid refuserait son offre et sir Robert ferait appel aux provinces anglaises contre notre province en déchainant toutes les passions de race et de religion contre elle: Au besoin, une loi électorale, dite de guerre lui fabriquerait une majorité certaine.

Ce fut là le programme que rapporta d'Europe sir Robert Borden après avoir longtemps médité les aléas qu'offrirait cette combinaison. Il savait, avons-nous dit, que Québec était unanimement hostile à la conscription. Son alliance avec M. Bourassa en 1911, était fondée sur la connaissance qu'il avait acquise dans Drummond et Arthabaska de l'opposition radicale du Canadien français à tout militarisme qui l'attellerait au char de guerre impérial. Lorsqu'il formulait l'espoir de l'union sacrée dans le pays en appelant sir Wilfrid à ses côtés pour voter ensemble une loi de conscription, il étalait au grand jour sa duplicité. S'il eut été de bonne foi et qu'il eut voulu réellement consacrer tous les cœurs et toutes les volontés à la poursuite victorieuse de la guerre, il n'eut pas débuté par la proclamation d'une politique qui avait l'effet tout contraire. Sa première pensée eut été d'inviter sir Wilfrid Laurier à étudier avec lui les mesures à prendre et le programme à adopter pour créer cette union dans le pays et dans le gouvernement. En décrétant tout d'abord la conscription, sir Robert disait clairement qu'il ne voulait pas partager le pouvoir avec sir Wilfrid Laurier dont le prestige l'eut trop facilement éclipsé.

Pour garder le pouvoir à lui seul, sir Robert Borden n'hésita pas à mettre les deux races en violent antagonisme, à créer la fausse impression que le Canada n'était pas unanimement favorable aux Alliés et à faire couvrir d'injures la province de Québec par ses fidèles seides. Il s'était joué d'elle en 1911, sous le couvert du nationalisme, il la bafouait ouvertement en 1917.

Le succès des Alliés était alors très loin de sa pensée. Il paralysait pendant plus de six mois toute levée de troupes pour le front qui recevait moins durant les douze mois suivants que n'en eut fourni le volontariat. Mais il gagnait les élections, seul but de sa manœuvre. De même en 1911 pour gagner les élections, avait-il paralysé la construction d'une marine canadienne qui eut protégé nos côtes au jour du péril.

On a donc tort de dire que si la province de Québec est isolée ce n'est pas la faute de sir Robert Borden.

Il n'y a pas de Canadien français ayant le moindre souci de sa dignité et de ses devoirs envers sa race qui voudrait servir sous un homme qui l'a traitée aussi odieusement.

Mieux vaut cet isolement temporaire que le servage.

Entrer dans ce cabinet, ce serait non seulement faire acte de servilité, jouer le rôle de chien battu et.... content, mais ce serait aussi, accepter d'être complice du vol, à ciel ouvert des dernières élections qui n'ont pu nous imposer qu'un gouvernement *de facto*.

A ce gouvernement, né d'un coup de force, produit d'une loi électorale inique, la province de Québec ne doit que l'expression de son mépris.

Raoul Dandurand,  
Sénateur.